

9 juin 2004 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la situation économique internationale, l'adoption de la résolution sur le transfert de souveraineté en Irak, la proposition d'une intervention de l'OTAN en Irak, la lutte contre la contrefaçon et la prolifération nucléaire, le projet de "Grand Moyen Orient" et le projet de taxe internationale pour financer le développement, Sea Island le 9 juin 2004.

Bonjour Mesdames,

Bonjour Messieurs,

Je suis heureux de cette occasion de m'entretenir avec vous. J'aurais préféré le faire de façon plus générale, mais j'aurai l'occasion demain ou après-demain à Savannah d'avoir un point de presse plus conséquent, même si je sais qu'un certain nombre de vos collègues sont en ligne avec nous. Je les salue et je les remercie.

Vous savez ce qui est au programme de nos entretiens depuis le dîner d'hier soir. J'ai eu des entretiens séparés avec le Premier Ministre du Canada, également avec le Premier Ministre japonais et je verrais tout à l'heure le Roi de Jordanie. Notre première séance de travail a été consacrée aux questions économiques et de développement, à quoi se sont ajoutées, d'ailleurs, de manière un peu improvisée, des réponses aux questions que se posaient certains de nos partenaires en ce qui concerne la réforme des institutions de l'Union européenne.

Nous allons ensuite déjeuner avec cinq dirigeants arabes, le Président KARZAÏ et le Premier Ministre turc. Sont à évoquer les problèmes qui sont à l'ordre du jour.

Nous aurons cet après-midi une intéressante séance de travail sur les questions de sécurité. Et ce soir le dîner sera consacré aux problèmes régionaux.

Demain nous évoquerons les problèmes liés au développement durable et le sommet se terminera par un dialogue avec un certain nombre de représentants africains, l'objet étant de discuter, de faire le point sur le NEPAD.

D'ores et déjà, nous avons évoqué ce matin les problèmes économiques, les problèmes de croissance. Chacun a marqué par son propos l'impression qui était la sienne en ce qui concerne les capacités de développement, capacités dont on a souligné la grande force et même la très grande force en Chine, le bon démarrage au Japon, une croissance forte et même très forte en Russie. Et une croissance sur laquelle on pourrait être nettement plus optimiste en Europe, chacun citant le chiffre de 2 % comme un chiffre minimum en ce qui concerne la croissance européenne.

Ceci ne nous a pas empêché de faire valoir un certain nombre d'inquiétudes ou de réflexions. Cela a été mon cas pour ce qui concerne notamment, mais je n'étais pas le seul, d'une part les conséquences éventuelles du fort déficit budgétaire et commercial américain sur l'avenir, et notamment sur les changes et les taux d'intérêt. Je trouvais d'ailleurs que le Président BUSH

notamment, sur les échanges et les tarifs internationaux et surtout à l'insu que le Président américain était parfaitement conscient de cette situation.

Nous avons évoqué d'autre part les problèmes du pétrole en marquant combien il y avait là d'incertitudes de nature politique, économique, technique et combien il fallait dans ce domaine s'efforcer de réduire la consommation et donc de développer les productions de substitution. J'ai été sensible au fait que le Président américain a rendu un hommage très appuyé à la politique française en matière d'énergie fondée pour une large part sur l'acquisition de notre puissance électrique à partir du nucléaire.

J'ai eu l'occasion également de souligner combien il était nécessaire d'être attentif à l'évolution de l'économie au regard des problèmes sociaux et des problèmes environnementaux. Ce qui m'a permis de reprendre un certain nombre des propositions qui ont été faites dans le dernier rapport sur la mondialisation et ses aspects sociaux qui a été déposé par Monsieur SOMAVIA, le directeur général de l'Organisation Internationale du Travail. Celui-ci souligne notamment deux choses : on ne peut pas laisser les grandes institutions internationales responsables de l'évolution économique et sociale comme les institutions financières internationales, la Banque mondiale, le Fonds monétaire, ou l'Organisation Internationale de Travail, ou l'Organisation Mondiale du Commerce, agir indépendamment les unes des autres. Il est aujourd'hui essentiel d'assurer la cohérence, la cohésion de l'action de ces grandes organisations et notamment de l'Organisation Internationale du Travail avec l'OMC ou avec les institutions financières internationales. C'est un des points que souligne fortement Monsieur SOMAVIA dans son rapport. Et il a naturellement entièrement raison.

Dans le même esprit, j'ai eu l'occasion d'évoquer les problèmes que nous pose le développement de techniques frauduleuses dans le monde d'aujourd'hui, en particulier, tout ce qui touche au piratage ou à la contrefaçon, dont les experts disent qu'ils représentent aujourd'hui près de 10 % du chiffre d'affaires mondial, des milliards, des centaines de milliards d'euros. Donc la nécessité de lutter avec plus d'efficacité contre ces pratiques délictueuses qui sont à l'origine notamment d'un certain nombre de mise en cause d'entreprises honnêtes et aussi de délocalisations.

S'agissant de délocalisations, j'ai également souligné un deuxième problème essentiel qui est celui du respect des normes sociales et environnementales par un certain nombre de très grandes entreprises internationales qui se délocalisent ou qui vont s'installer dans des pays généralement émergents et sans tenir le moindre compte des règles ou en tenant fort peu compte, des règles du droit social généralement admises par tous les pays civilisés, ni aucun compte, des exigences de l'environnement.

Je pensais donc que nous devons essayer d'aboutir à un système qui permettrait d'appliquer des sanctions aux entreprises qui ignoreraient les règles fondamentales dans le domaine social et dans le domaine environnemental en se délocalisant dans des pays notamment émergents. Ce qui m'a conduit, enfin, à une réflexion sur la nécessité d'élargir, d'une façon ou d'une autre, peut-être pas institutionnellement, mais d'élargir le dialogue entre les pays du G8, c'est-à-dire les principales économies mondiales et ceux qui deviennent des éléments essentiels de l'économie mondiale, comme la Chine.

Il est évident que l'on ne peut plus parler aujourd'hui de l'évolution des grands problèmes et des solutions à apporter aux grands problèmes de l'économie mondiale sans associer la Chine. C'est vrai aussi pour l'Inde, c'est vrai pour le Brésil, c'est vrai pour l'Afrique du Sud, c'est vrai pour quelques pays qui sont devenus des axes majeurs dans le domaine économique mondial. Sous une forme ou sous une autre, il faut pouvoir les associer, c'est ce que j'avais essayé de faire à Evian avec cette notion de dialogue élargi, en invitant les représentants de ces pays pour créer le lien et aussi peut-être un précédent ou une habitude. J'ai, à nouveau, insisté sur la nécessité de le faire dans l'avenir.

Voilà les principaux éléments que nous avons évoqués ce matin. Je ne parlerais pas maintenant des problèmes que nous traiterons à midi, et notamment ceux du "Grand Moyen-Orient", mais je ferai une réflexion également importante qui concerne la non-prolifération. C'est un sujet que nous aborderons cet après-midi. Un sujet important dans lequel nous avons, si j'ose dire, beaucoup investi intellectuellement. Dans le développement des décisions prises à Evian et aussi,

d'ailleurs, au Conseil de sécurité, nous allons renforcer nos systèmes de contrôle de la non-prolifération, notamment dans trois directions : tout d'abord par la poursuite de la mise en oeuvre du partenariat global qui a été décidé déjà depuis un certain temps, comme vous le savez, et qui permet d'améliorer la sécurité et la sûreté des installations de cette nature, notamment en Russie, avec un nombre croissant de pays qui viennent s'associer au financement et un élargissement des pays qui pourront en bénéficier.

Ensuite, l'extension de l'initiative que nous avons lancée l'an dernier, à Evian et, que l'on appelle PSI, c'est-à-dire "initiative de sécurité contre la prolifération", qui permet de mieux lutter contre les risques de trafic de matières nucléaires, biologiques ou bactériologiques. Et enfin, une décision importante qui concerne le contrôle de la dissémination des technologies sensibles de l'enrichissement et du retraitement en matière nucléaire. Sur ce point, nous engageons, dans le cadre des accords internationaux existants, la négociation d'un renforcement des critères d'exportation de ce type de matériels, en attendant que la négociation aboutisse. Nous sommes d'accord pour faire preuve d'une particulière et même très particulière retenue. Par ailleurs, nous allons faire le point sur les questions d'actualité concernant la Libye, l'Iran ou la Corée du Nord. Ce que j'ai fait, en particulier, hier, avec le Premier Ministre japonais.

Voilà ce que je pourrais vous dire et je suis tout prêt à répondre à vos questions.

QUESTION - Le Président BUSH a invité dans le cadre du "Grand Moyen-Orient", la Turquie qui est dans l'OCDE, dans l'OTAN, au Conseil de l'Europe, avec le Bahreïn, le Yémen, l'Afghanistan. Qu'est-ce que l'on attend de la Turquie dans ce cadre-là ?

LE PRÉSIDENT - D'abord, la Turquie est un très grand pays et c'est un pays qui connaît aujourd'hui une évolution, je dirais dans le domaine de la modernisation de son économie et de la démocratisation de son régime, extrêmement impressionnante. C'est par ailleurs une des grandes puissances non seulement régionale mais même mondiale. Par conséquent, il est tout à fait légitime qu'elle soit tout à fait associée à ces discussions. C'est d'ailleurs dans cet esprit que le Premier ministre turc va se trouver avec nous, tout à l'heure, à déjeuner et nous nous en réjouissons.

QUESTION - Monsieur le Président, je voulais juste vous s'assurer que nous sommes peut-être plus d'une centaine de journalistes, ici, alors votre conférence de presse est plus conséquente qu'il ne vous semble là-bas. Je voulais vous demander : ce matin, le Président BUSH et le Premier ministre BLAIR ont évoqué un éventuel rôle élargi pour l'OTAN en Iraq. C'est un sujet sur lequel ils veulent travailler avant le sommet qui va se passer en Turquie. Est-ce que vous, la France, vous voyez la possibilité de troupes de l'OTAN qui vont aller en Iraq, que pensez-vous de cette démarche ?

LE PRÉSIDENT - Je suis naturellement ouvert à toutes les discussions. Je ne vous cache pas que je ne crois pas qu'il soit dans la vocation de l'OTAN d'intervenir en Iraq et, de surcroît, je n'ai pas le sentiment que ce serait opportun ni même forcément bien compris. Si bien, vous me voyez tout à fait réservé face à cette initiative. Il va de soi qu'en toute hypothèse elle ne pourrait être envisagée que si le gouvernement iraquien souverain exprimait expressis verbis cette intention.

QUESTION - Comment décririez-vous les relations entre la France et les États-Unis à l'heure actuelle ?

LE PRÉSIDENT - Je les trouve très bonnes. Alors, je sais qu'elles ne sont pas exemptes de polémique mais l'une des caractéristiques de la démocratie, c'est d'encourager la polémique et peut-être d'ailleurs est-ce souhaitable ? Mais si vous parlez du fond, je trouve que les relations entre les États-Unis et la France, aujourd'hui, sont bonnes comme elles doivent l'être entre des amis de très longue date.

QUESTION - Monsieur le Président, la France s'est associée, hier, au vote unanime d'une résolution aux Nations Unies sur le transfert de souveraineté en Iraq. Cela appelle-t-il des commentaires de votre part, était-ce un vote enthousiaste ?

LE PRÉSIDENT - C'était de notre part un vote, -le mot enthousiaste s'agissant d'une sortie de crise comme on connaît l'Iraq n'est pas, à proprement parler, le mot qui convient-, mais c'était un vote satisfait. Et je voudrais d'abord exprimer, je l'ai fait ce matin, au Président BUSH, toute

notre reconnaissance pour la façon dont la préparation de cette négociation s'est effectuée et pour la grande ouverture d'esprit dont les diplomates américains ont fait preuve pour l'amélioration constante, depuis quelques jours, de cette résolution.

Ce n'était pas, naturellement, la question de savoir qui avait tort ou qui avait raison. C'est un problème d'efficacité. Dans la crise que nous connaissons actuellement en Iraq, ma conviction c'est que la seule voie de sortie aujourd'hui, c'est de donner au peuple iraquien le sentiment que le gouvernement qui va assumer sa direction est un gouvernement totalement souverain, indépendant. Cela était capital.

Or, cela a supposé une évolution des esprits des uns et des autres, y compris de nos amis américains. Certaines concessions n'ont pas été forcément faciles à faire s'agissant aussi bien du domaine de la sécurité et des rapports entre ce gouvernement et la force multinationale. S'agissant des problèmes politiques, juridiques, judiciaires, diplomatiques, c'était difficile. Je peux dire que les Américains ont vraiment compris qu'il fallait jouer le jeu et ils l'ont joué. Ce qui a permis à ceux de leurs partenaires qui étaient les plus attentifs à ce que cette souveraineté soit vraiment indiscutable et puisse être ressentie comme telle par le peuple iraquien, c'est-à-dire les Allemands, les Russes, les Espagnols, les Français et quelques autres, ont effectivement pu exprimer leur satisfaction à l'issue de cette exercice. Je m'en réjouis.

QUESTION - La France était au départ assez réticente sur l'initiative des États-Unis sur le "Grand Moyen-Orient", il semble qu'aujourd'hui, elle soit beaucoup plus favorable. Est-ce que vous pouvez nous expliquer quelles sont les raisons pour lesquelles la France pense désormais que c'est quelque chose de positif et quels sont les pas qui ont été faits par les uns et par les autres pour parvenir à un compromis ?

LE PRÉSIDENT - La France n'a jamais contesté la nécessité qu'il y avait à dialoguer et à aider un certain nombre de pays, notamment du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sur la voie de la modernisation à la fois économique et politique. Elle l'a d'autant moins contestée qu'elle est un peu à l'origine et même tout à fait à l'origine, par le processus de Barcelone, de ce mouvement. Elle aurait été bien inconséquente d'en contester l'utilité.

En revanche, la France était très attentive au fait qu'on ne peut pas imposer des réformes, qu'il faut convaincre, qu'il faut dialoguer qu'il faut coopérer, mais ceci dans le respect à la fois de la diversité des peuples, de leur histoire, de leur culture et des problèmes auxquels ils sont confrontés. Nous pensons donc que ce qui était essentiel, c'était l'ouverture d'un véritable dialogue amical et constructif, pouvant aider les peuples qui le souhaitent, à assumer un certain nombre d'évolutions. Je le répète, c'est un peu l'esprit de Barcelone. C'est ce que nous faisons nous-mêmes avec un certain nombre de pays, à commencer par la Syrie, par exemple, pour notre coopération en matière d'évolution de l'administration et des systèmes administratifs. Je crois que l'on est arrivé à un bon état d'esprit. Nous allons maintenant en discuter avec les intéressés eux-mêmes et je souhaite que cette coopération puisse évoluer de façon positive.

QUESTION - Je voudrais savoir comment faut-il interpréter le fait que vous vous ne rendiez pas vendredi aux obsèques du Président REAGAN ?

LE PRÉSIDENT - D'une façon hélas, tout à fait simple. Je connaissais le Président REAGAN et son épouse. J'avais eu l'occasion de le rencontrer et de travailler avec lui et je serais volontiers allé apporter personnellement à son épouse des sentiments que je lui ai par ailleurs et instantanément exprimés par écrit. Mais j'ai des obligations qui n'étaient pas ménageables pour moi, ce qui m'a conduit à demander à notre ministre des Affaires étrangères, Monsieur Michel BARNIER, de me remplacer, et également de voir avec le Président Valéry GISCARD d'ESTAING s'il pouvait également représenter la France, ce qui va se faire, je crois, et ce que je souhaite.

QUESTION - Quels liens faites-vous entre le dialogue sur le "Grand Moyen-Orient", les positions prises par le cabinet israélien et le conflit israélo-palestinien ? Est-ce que c'est de la poudre aux yeux ou est-ce qu'il y a une politique cohérente pour joindre les trois ? Quelle est votre position, personnellement, sur l'ensemble de ces questions et est-ce qu'on peut les relier à la Feuille de route ?

LE PRÉSIDENT - Il est évident que toute approche de l'ensemble du problème qu'on appelle aujourd'hui "Grand Moyen-Orient et Afrique du Nord" suppose en préalable qu'il y ait un vrai

aujourd'hui. Ce grand moyen orient et Afrique du Nord suppose ce préalable qu'il y ait un vrai progrès -ce que nous ne constatons pas aujourd'hui-, dans le retour à la paix entre les Palestiniens et les Israéliens. Nous pensons que c'est, en réalité, un préalable et qu'un pas considérable aurait été franchi dans la bonne coopération d'une part entre le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et les pays occidentaux d'autre part, si ce préalable était levé. D'où notre confirmation de l'appui sans réserve que nous apportons à la Feuille de route. Elle est ce qu'elle est, mais elle a le mérite d'exister. Et je pense que nous devrions aujourd'hui concentrer tous nos efforts pour qu'elle puisse être mise en oeuvre réellement, y compris en envisageant le cas échéant une présence internationale sur le terrain pour s'assurer de la bonne exécution des engagements pris de part et d'autre.

QUESTION - Monsieur le Président, quelle est la gravité, selon vous, de l'implication de l'administration SHARON dans le conflit israélo-palestinien ? Est-ce qu'il jouera un rôle modérateur ?

LE PRÉSIDENT - Je le pense, ne serait-ce que parce que je ne vois pas comment il pourrait en être autrement. Il y a le caractère dramatique de ce conflit, et les conséquences qu'il comporte entre les deux belligérants, et plus généralement dans l'ensemble de la région et dans le monde. Car on ne peut pas délier un certain nombre de phénomènes qui se passent dans le monde aujourd'hui de l'impulsion qui leur est donnée à partir du conflit israélo-palestinien. Donc il est dans la nature des choses et de la responsabilité des principaux chefs d'État ou de gouvernement, et au premier rang desquels naturellement le gouvernement américain, d'assumer pleinement cette responsabilité et de faire en sorte de tout faire, notamment par la mise ferme de la Feuille de route pour que l'on puisse revenir à la table de négociation et envisager une paix qui soit réellement négociée avec comme objectif, -le Président BUSH lui-même l'a réaffirmé-, deux États souverains, indépendants et sûrs.

QUESTION - Lors de l'entretien entre vous et Monsieur KOIZUMI, vous avez exprimé votre soutien à sa politique nord-coréenne. Mais comment pouvez-vous nous aider à améliorer la situation et aussi quelle est votre réaction face à certaines décisions prises par les Américains sur la Corée ? Comment changer la situation en Corée ?

LE PRÉSIDENT - Premièrement, j'ai dit au Premier Ministre japonais l'appui total de la France à ses initiatives et sa politique vis-à-vis de la Corée du nord. Je considère, en particulier, que ces deux visites ont été très positives et j'en ai naturellement profité pour lui dire notre satisfaction d'avoir vu un certain nombre des enfants d'enlevés revenir chez eux. Je crois que le Japon mène une politique, dans le cadre du groupe des six, très active et très positive. C'est la raison pour laquelle, c'est la deuxième chose que j'ai dite au Premier ministre : nous appuyons cette démarche japonaise, dans le cadre notamment du Conseil de sécurité de l'ONU. Sur le problème de la diminution des troupes américaines, je n'ai pas de jugement à porter. Cela, c'est un problème qui doit être traité entre les parties concernées.

QUESTION - Monsieur le Président, avez-vous eu l'occasion d'évoquer à Sea Island l'idée qui vous est chère, je crois, d'une taxe pour aider au financement des pays pauvres ?

LE PRÉSIDENT - C'est une idée qui m'est plus que chère, tout simplement parce qu'elle est à mon avis, incontournable et inéluctable. Elle s'impose. Alors, il faut maintenant voir dans quelles conditions. Alors, ce sujet n'a pas encore été traité entre nous. C'est cet après-midi que le sujet vient à l'ordre du jour. J'aurai à coeur, vous l'imaginez, de défendre avec le maximum de vigueur l'idée d'un abondement à l'aide publique au développement qui aujourd'hui est insuffisante et dont les perspectives ne permettent pas d'imaginer qu'elle pourra être suffisante, notamment pour atteindre les Objectifs du Millénaire, c'est-à-dire la réduction sensible de la pauvreté dans le monde d'ici 2015. C'est dans cet esprit que je vais soutenir la proposition anglaise d'initiative financière internationale et soutenir vigoureusement les propositions que je vais être amené à formaliser dans très peu de temps aux Nations Unies sur une taxation internationale permettant de récupérer suffisamment d'argent pour, s'ajoutant à l'aide publique au développement, nous permettre d'assumer nos responsabilités en matière de solidarité dans le monde.

Je vous remercie.